

STAATSBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN.

(N^o. 53.)

BESLUIT van den 22sten Maart 1893, bepalende de plaatsing in het Staatsblad van de op 28 November 1892 te Berlijn tusschen Nederland en Duitschland gesloten overeenkomst tot regeling der aansluiting van den lokaalspoorweg Sittard-Herzogenrath op de Nederlandsch-Pruisische grens.

IN NAAM VAN HARE MAJESTEIT WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

WIJ E M M A, KONINGIN-WEDUWE, REGENTES VAN HET KONINKRIJK,

Gezien de op 28 November 1892 te Berlijn tusschen Nederland en Duitschland gesloten overeenkomst ter regeling der aansluiting van den lokaalspoorweg Sittard-Herzogenrath op de Nederlandsch-Pruisische grens, van welke overeenkomst een afschrift met vertaling aan dit besluit gehecht is en daarvan een onafscheidelijk deel uitmaakt;

Gelet dat meergenoemde overeenkomst door Ons namens de Koningin, den 13den December 1892 is bekrachtigd, alsmede dat de akte houdende die bekrachtiging den 13den Februari 1893 te Berlijn is uitgewisseld tegen de Duitse akte van bekrachtiging gedagteekend van 6 Februari 1893;

(Op de voordracht van den Minister van Buitenlandsche Zaken van 20 Maart 1893, n^o. 1883 A. S.;

Hebben goedgevonden en verstaan, de bekendmaking van bedoelde overeenkomst met de vertaling te bevelen door plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

De Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Be-

stuur, worden belast ieder voor zooveel hen betreft, met de uitvoering der bepalingen in voornoemde overeenkomst vervat.

's Gravenhage, den 22sten Maart 1893.

EMMA.

*De Minister van
Buitenlandsche Zaken,*
VAN TIENHOVEN.

Uitgegeven den vijfden April 1893.

De Minister van Justitie,
SMIDT.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas d'une part et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand d'autre part, voulant régler d'un commun accord les questions relatives à la construction du chemin de fer de Sittard à Herzogenrath, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas :

Le sieur JEAN CHRÉTIEN DE MAREZ OYENS, Directeur au Ministère du Waterstaat, du Commerce et de l'Industrie, et

Le sieur HENRI FRANÇOIS CHARLES EMILE SEYDLITZ, Membre de la Délégation permanente des États-Provinciaux dans la province de Limbourg ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;

Le sieur EBERHARD D'AVIS, Son conseiller intime supérieur de Régence,

Le sieur FRANZ VON AICHBERGER, Son conseiller intime de Légation et

Le sieur FRIEDERICH LEHMANN, Son conseiller intime des Finances,

lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Le Gouvernement Prussien et le Gouvernement Néerlandais s'engagent à autoriser et à favoriser l'établissement d'un chemin de fer d'intérêt local de Sittard à Herzogenrath.

Le Gouvernement Prussien s'engage en particulier à accorder aux conditions d'usage à la Compagnie Néerlandaise du chemin de fer du Sud, à laquelle le Gouvernement Néerlandais a déjà concédé la partie de la ligne située dans les Pays-Bas la concession pour l'éta-

blissement et l'exploitation de la section située sur le territoire Prussien dès que le Gouvernement Néerlandais Lui aura notifié l'entrée en vigueur de la convention d'exploitation conclue le 16 Novembre, le 10 Septembre et le 7 Septembre 1892 entre l'Etat Néerlandais, la dite Compagnie de chemin de fer et la société pour l'exploitation des chemins de fer de l'Etat Néerlandais. Voir l'article 29 de cette convention.

En outre le Gouvernement Prussien consent que l'exploitation ainsi que la voie et les installations de la partie du chemin de fer située en Prusse, soient transférées plus tard conformément à la dite convention d'exploitation à la société pour l'exploitation des chemins de fer de l'Etat Néerlandais ou bien à l'Etat Néerlandais.

Article 2.

Le chemin de fer devra être achevé et mis en exploitation au plus tard dans l'espace de deux ans après que la dite compagnie de chemin de fer aura obtenu la concession du Gouvernement Prussien.

Si, toutefois l'achèvement de la ligne était retardé au-delà de ces termes par des circonstances qui selon l'appréciation souveraine des autorités de contrôle sur les chemins de fer dans les deux Pays ne sauraient être imputées à la compagnie ces autorités lui accorderont une prolongation de délai équivalente à ce retard.

Article 3.

Chacun des deux Gouvernements statuera pour son territoire, sur les détails du tracé ainsi que sur le plan général et les projets spéciaux de la construction; toutefois les dispositions pour la construction et pour l'exploitation de la ligne, notamment la superstructure et les signaux sur la partie située en Prusse devront s'accorder avec les dispositions arrêtées pour la partie de la ligne située dans les Pays-Bas. Le point d'intersection de la ligne avec la frontière sera déterminé le cas échéant par des Commissaires désignés par chacun des deux Gouvernements.

Article 4.

La largeur de la voie mesurée entre les rails sera de un mètre quatre cent trente-cinq millimètres.

La voie et le matériel d'exploitation seront disposés de manière que le matériel roulant puisse passer directement sur les autres lignes.

Le matériel d'exploitation approuvé par le Gouvernement Néerlandais, sera admis sans examen ultérieur sur le territoire Prussien.

Article 5.

Sans préjudice des droits de souveraineté et de contrôle apparte-

nant au Gouvernement Prussien sur la section située sur son territoire et sur l'exploitation de cette section, le contrôle supérieur sur la dite Compagnie de chemin de fer est, en général, dévolu au Gouvernement Néerlandais, sur le territoire duquel la dite Compagnie a son siège.

Le Gouvernement Prussien consent que les horaires et les tarifs, même pour autant qu'ils se rapportent à la partie de la ligne située en Prusse soient approuvés et arrêtés par le Gouvernement Néerlandais, pourvu que dans les tarifs il ne soit appliqué un prix d'unité plus élevé pour la partie Prussienne que pour la partie Néerlandaise de la ligne.

Article 6.

Le Gouvernement Prussien se réserve le droit de charger une autorité compétente ou un commissaire spécial du soin de ses rapports avec la dite Compagnie de chemin de fer, ainsi que de l'exercice de son droit de contrôle sur la partie de la ligne située en Prusse. Ceux-ci représenteront le Gouvernement dans ses rapports avec la dite Compagnie de chemin de fer. Toutes les fois qu'il n'a pas été donné lieu à une intervention directe des autorités compétentes Prussiens judiciaires ou de police.

Article 7.

Les sujets d'une des parties contractantes nommés et employés par la dite Compagnie de chemin de fer sur le territoire de l'autre ne cessent pas, de ce chef, d'être les sujets du Pays auquel ils appartiennent.

Les places des employés locaux sur le territoire Prussien devront, autant que possible, être occupées par des nationaux.

Tous les employés indistinctement et sans égard pour leur lieu de stationnement sont soumis au pouvoir disciplinaire de l'autorité qui les a nommés, mais, pour le reste, aux lois et autorités de l'Etat dans lequel ils sont domiciliés.

Article 8.

Pour favoriser autant que possible l'exploitation de ce chemin de fer, les deux Gouvernements accorderont aux voyageurs, à leurs bagages et aux marchandises transportés sur cette ligne quant aux formalités de douane toutes les facilités compatibles avec les lois douanières et les règlements généraux des deux Etats et spécialement celles qui sont déjà, ou qui, par la suite seront accordées quant aux formalités de douane, à tout autre chemin de fer traversant la frontière de l'un des deux Etats.

Les marchandises et bagages transportés de l'un des deux Pays dans l'autre en destination de stations autres que celles situées à la frontière, seront admis à passer directement au lieu de leur destination sans être soumis aux visites douanières à la frontière pourvu qu'il y ait un bureau de douane au lieu de destination et qu'il y soit satisfait aux lois et règlements généraux et sans préjudice du droit légal de la douane des deux Etats de visiter au besoin et dans des cas exceptionnels les marchandises et bagages ailleurs qu'au lieu de leur destination.

Les deux Gouvernements se confèrent réciproquement le droit de faire escorter par leurs employés de douane, expédiés gratuitement dans ce cas, les convois circulant entre les stations frontières des deux Pays, le tout sans préjudice de l'application des lois et règlements de chaque Pays pour le parcours sur son territoire.

Article 9.

L'organisation du service postal et télégraphique est réservée à une entente ultérieure entre les administrations des postes et des télégraphes des deux Pays. L'échange du service postal aura lieu à Herzogenrath et la dite Compagnie de chemin de fer sera soumise sur la section située en Prusse en faveur de l'administration postale Néerlandaise, aux mêmes obligations que celles que la concession lui impose sur la partie située sur le territoire Néerlandaise.

Article 10.

Conformément à la loi Prussienne du 16 Mars 1867, le Gouvernement Prussien percevra une contribution du produit de l'exploitation sur le territoire Prussien.

La quote-part des frais d'établissement et du produit net annuel qui servira de base à la fixation de cette contribution, sera déterminée d'après le rapport de la longueur de la section Prussienne à la longueur totale de la ligne.

La contribution sera perçue annuellement pour l'exercice précédent et pour la première fois pour l'année budgétaire qui suivra l'année de la mise en exploitation.

Article 11.

Le Gouvernement Prussien se réserve la faculté de céder à l'Empire Allemand les droits et les obligations résultant pour lui de cette convention.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications se fera à Berlin le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin le 28 Novembre 1892.

(L. S.) (signé) DE MAREZ OYENS.

„ „ SEYDLITZ

„ „ D'AVIS.

„ „ VAN AICHBERGER.

„ „ LEHMANN.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Haren naam de Koningin-Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden aan de eene zijde en Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen in naam van het Deutsche Keizerrijk aan de andere zijde, wenschende de punten waaromtrent in zake den aanleg van een spoorweg van Sittard naar Herzogenrath nog geen overeenstemming is verkregen, in gemeen overleg te regelen, hebben te dien einde tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin-Regentes van het Koninkrijk der Nederlanden:

den heer JOHANNES CHRISTIAAN DE MAREZ OYENS, administrateur van het Ministerie van Waterstaat, Handel en Nijverheid; en

den heer HENDRIK FRANS KABEL EMILIUS SEYDLITZ, lid der Gedeputeerde Staten der provincie Limburg;

Zijne Majesteit de Keizer van Duitschland, Koning van Pruisen:

den heer EBERHAED D'AVIS, Hoogstdeszelfs geheimen opperregeringsraad;

den heer FRANZ VON AICHBERGER, Hoogstdeszelfs geheimen raad van legatie; en

den heer FREDERICH LEHMANN, Hoogstdezelfs geheimen financieraad, die, na elkander hunne volmachten medegedeeld en in goeden behoorlijken vorm bevonden te hebben, omtrent de navolgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Nederlandsche Regeering en de Pruisische Regeering verbinden zich den aanleg te vergunnen en te begunstigen van een lokaalspoorweg van Sittard naar Herzogenrath.

De Pruisische Regeering verbindt zich in het bijzonder aan de Nederlandsche Zuiderspoorwegmaatschappij aan welke de Nederlandsche Regeering reeds concessie heeft verleend voor het gedeelte der lijn in Nederland gelegen op de gewone voorwaarden de concessie te verleenen voor den aanleg en de exploitatie van het op Pruisisch grondgebied gelegen gedeelte, zoodra de Nederlandsche Regeering Haar zal hebben kennis gegeven van de in werking treding der overeenkomst betreffende de exploitatie tusschen den Nederlandschen Staat, de gemelde spoorwegmaatschappij en de maatschappij tot exploitatie van Nederlandsche Staatsspoorwegen op 16 November, 10 September en 7 September gesloten. Zie artikel 29 dier overeenkomst.

Bovendien stemt de Pruisische Regeering er in toe dat de exploitatie evenals de weg en de inrichtingen op het in Pruisen gelegen gedeelte van den spoorweg later overgedragen worden overeenkomstig de voorzegde overeenkomst betreffende de exploitatie van de maatschappij tot exploitatie van Nederlandsche Staatsspoorwegen of wel aan den Nederlandschen Staat

Artikel 2.

De spoorweg zal moeten gereed en in exploitatie gebracht zijn op zijn laatst binnen den tijd van twee jaren, nadat de gemelde spoorwegmaatschappij de concessie van de Pruisische Regeering zal hebben verkregen

Indien evenwel de voltooiing der lijn tot na dezen termijn vertraagd werd door omstandigheden welke naar het eindoordeel der met de controle over de spoorwegen in de beide landen belaste overheden niet kunnen worden toegeschreven aan de Maatschappij, zullen die overheden haar eene verlenging van den termijn verleenen gelijkstaande met die vertraging.

Artikel 3.

Elk der beide Regeeringen zal voor haar grondgebied beslissen over de bijzonderheden van de richting alsmede over het algemeene plan en de speciale ontwerpen van den aanleg; nochtans zullen de

bepalingen betreffende den aanleg en de exploitatie der lijn met name de bovenbouw en de signalen op het in Pruisen gelegen gedeelte moeten overeenstemmen met de bepalingen vastgesteld voor het gedeelte der lijn in Nederland gelegen. Het punt waar de lijn de grens zal snijden zal te zijner tijd bepaald worden door commissarissen door elk der beide Regeeringen aangewezen.

Artikel 4.

De spoorbreedte gemeten tusschen de spoorstaven zal zijn een meter en vier honderd vijf en dertig millimeter.

De weg en het exploitatie-materieel zullen er op ingericht zijn dat het rollend materieel rechtstreeks kunnen overgaan op de andere lijnen.

Het door de Nederlandsche Regeering goedgekeurd exploitatie-materieel zal zonder nader onderzoek op het Pruisisch grondgebied worden toegelaten.

Artikel 5.

Onverminderd de rechten van souvereiniteit en die van toezicht aan de Pruisische Regeering toekomende over het op het haar grondgebied gelegen gedeelte en over de exploitatie van dat gedeelte wordt het oppertoezicht over de gemelde spoorwegmaatschappij in het algemeen toevertrouwd aan de Nederlandsche Regeering, op welker grondgebied die haar zetel heeft.

De Pruisische Regeering stemt er in toe dat de uren van aankomst en vertrek der treinen en de tarieven zelfs voor zooveel zij betrekking hebben op het in Pruisen gelegen gedeelte der lijn worden goedgekeurd en vastgesteld door de Nederlandsche Regeering, mits in de tarieven geen hoogere eenheidsprijs worde toegepast voor het Pruisische gedeelte dan voor het Nederlandsche gedeelte der lijn.

Artikel 6.

De Pruisische Regeering behoudt zich het recht voor eene bevoegde overheid of eenen bijzonderen commissaris te belasten met de zorg voor hare betrekkingen met gemelden Spoorwegmaatschappij, alsmede met de uitoefening van haar recht van controle op het in Pruisen gelegen gedeelte der lijn. Deze zullen de Regeering in hare betrekkingen met de gemelde Spoorwegmaatschappij vertegenwoordigen telkens wanneer er geen aanleiding bestaat tot eene onmiddellijke tusschenkomst der bevoegde Pruisische rechterlijke en politie-overheden.

Artikel 7.

De onderdanen van een der contracteerende partijen door gemelde

Spoorwegmaatschappij benoemd en in dienst gesteld op het grondgebied van de andere, houden, uit dien hoofde, niet op onderdanen te zijn van het land waartoe zij behooren.

De betrekkingen der plaatselijke beambten op Pruisisch grondgebied zullen zooveel mogelijk bezet moeten worden door nationalen.

Alle beambten zonder onderscheid en ongeacht hunne standplaats, zijn onderworpen aan het disciplinair gezag van de overheid welke hen heeft benoemd, maar voor het overige aan de wetten en overheden van den Staat, in welken zij hunne woonplaats hebben.

Artikel 8.

Ten einde de exploitatie van dezen spoorweg zooveel mogelijk te begunstigen, zullen de beide Regeeringen aan de reizigers, aan hunne bagage en aan de koopwaren, die langs deze lijn vervoerd worden, alle gemak met betrekking tot de douaneformaliteiten toestaan hetwelk met de douanerechten en algemeene verordeningen der beide Staten vereenigbaar is, daaronder in het bijzonder begrepen alle gemak, hetwelk ten aanzien der douaneformaliteiten reeds toegestaan is of in het vervolg toegestaan zal worden aan elken anderen spoorweg die de grenzen van een der beide Staten overschrijdt.

De koopwaren en bagage die van het eene der beide landen in het andere vervoerd worden en bestemd zijn voor andere dan grensstations, zullen onmiddelijk mogen doorgaan tot aan hunne bestemmingsplaats, zonder onderworpen te zijn aan de visitatie der douane aan de grenskantoren, mits zich op de bestemmingsplaats een douanekantoor bevinde en aldaar aan de wetten en algemeene verordeningen voldaan worde en behoudens het wettelijk recht der douane van beide Staten om zoo noodig en in buitengewone gevallen de koopwaren en bagage elders te visiteeren dan op de plaats hunner bestemming.

De beide Regeeringen staan elkander wederzijds het recht toe om door hare douanebeambten, die in dat geval kosteloos zullen worden vervoerd, de treinen te doen begeleiden die tusschen de grensstations der beide rijken loopen, alles zonder inbreuk te maken op de toepassing der wetten en reglementen van elk rijk voor het verkeer op zijn grondgebied.

Artikel 9.

De inrichting van den post- en telegraafdienst wordt voorbehouden tot aan het tot stand komen eener nadere schikking tusschen de post- en telegraafadministratiën der beide rijken.

De uitwisseling van den postdienst zal plaats hebben te Herzogenrath en de gemelde Spoorwegmaatschappij zal op het in Pruisen gelegen gedeelte ten behoeve van de Nederlandsche postadministratie

onderworpen zijn aan dezelfde verplichtingen als die welke de concessie haar oplegt voor het op Nederlandsch grondgebied gelegen gedeelte.

Artikel 10.

Overeenkomstig de Pruisische wet van 16 Maart 1867 zal de Pruisische Regeering eene belasting heffen van de opbrengt der exploitatie op Pruisisch grondgebied.

Het aandeel der kosten van aanleg en van de jaarlijksche netto-opbrengt, hetwelk als grondslag zal dienen tot de vaststelling dezer belasting, zal bepaald worden naar de verhouding van de lengte van het Pruisisch gedeelte tot de geheele lengte der lijn.

De belasting zal jaarlijks geheven worden voor het voorafgaand dienstjaar en voor de eerste maal voor het begrootingsjaar hetwelk zal volgen op het jaar waarop de spoorweg in exploitatie zal zijn gebracht.

Artikel 11.

De Pruisische Regeering behoudt zich de bevoegdheid voor de rechten en verplichtingen voor haar uit deze overeenkomst voortvloeiende aan het Deutsche Rijk over te dragen.

Artikel 12.

De tegenwoordige overeenkomst zal bekrachtigd worden en de uitwisseling der akten van bekrachtiging zal zoo spoedig mogelijk te Berlijn plaats hebben.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden de tegenwoordige overeenkomst hebben ondertekend en er het zegel hunner wapenen aan hebben gehecht.

Gedaan te Berlijn, den 28sten November 1892.

(L. S.) (get.) DE MAREZ OYENS.

„ „ SEYDLITZ.

„ „ D'AVIS.

„ „ VAN AICHBERGER

„ „ LEHMANN.

